

CRÉDOC

CONSOMMATION et MÔDES DE VIE

ISSN 0295-9976

N° 167 – 28 août 2003

Enquête Crédoc-Unédic

Les entreprises ont toujours de fortes difficultés à trouver leur personnel malgré la baisse des perspectives d'embauches

Laurent Pouquet

Afin de mieux connaître les difficultés que rencontrent les entreprises pour leurs recrutements, l'Unédic a confié au CRÉDOC, en collaboration étroite avec les trente Assédic, la réalisation d'un programme d'enquêtes sur les besoins en main-d'œuvre au niveau local. Cette analyse doit permettre de mieux orienter le financement de la formation professionnelle selon la nature des embauches envisagées par les employeurs de chaque Assédic.

Les résultats des trente enquêtes locales confirment, dans l'ensemble, les conséquences négatives du retournement de la conjoncture sur les perspectives d'embauche. L'Île-de-France et les grandes métropoles régionales, où se concentrent l'essentiel des activités de services aux entreprises, seraient davantage affectées par la révision à la baisse des projets de recrutement. Les fonctions d'encadrement sont particulièrement touchées avec une baisse d'un quart des projets de recrutement.

Pour autant, le recul du nombre d'embauches envisagées en 2003 ne réduit que modestement les difficultés de recrutement ressenties par les employeurs. Celles-ci demeurent très élevées, notamment pour les métiers qualifiés du BTP, les professionnels de la santé ou encore les métiers de bouche.

Les petites entreprises de services particulièrement touchées

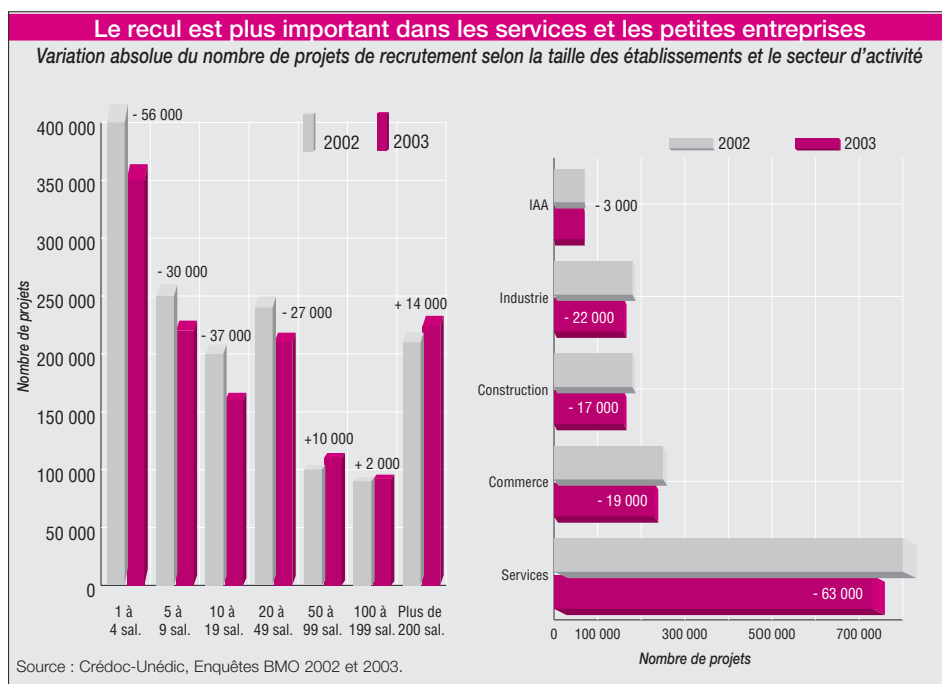
Des intentions d'embauche en diminution de moitié pour les ingénieurs informaticiens, d'un tiers pour les cadres des études et de la recherche ou les secrétaires de direction : les employeurs ont fortement révisé à la baisse leurs projets de recrutement pour 2003.

Les résultats de la seconde vague de l'enquête sur les besoins en main-d'œuvre (BMO) font état d'un recul de 9 % du nombre de projets de recrutement pour l'ensemble de l'année 2003. Au niveau national, les employeurs déclarent 1 290 000 projets, soit un déficit

de 125 000 embauches potentielles par rapport à 2002. Ces résultats intègrent l'ensemble des embauches envisagées, créations nettes d'emplois, remplacements de personnel, en CDI comme en CDD, personnel saisonnier.

La dégradation de la conjoncture économique a significativement réduit la propension à recruter. Ainsi, 27 % des établissements envisagent de réaliser au moins une embauche en 2003, contre 31 % l'an passé.

Le recul des projets d'embauche affecte plus particulièrement les petites structures. Les établissements de moins de 50 salariés concentrent la totalité de la diminution des embauches potentielles, alors que les unités les plus importantes



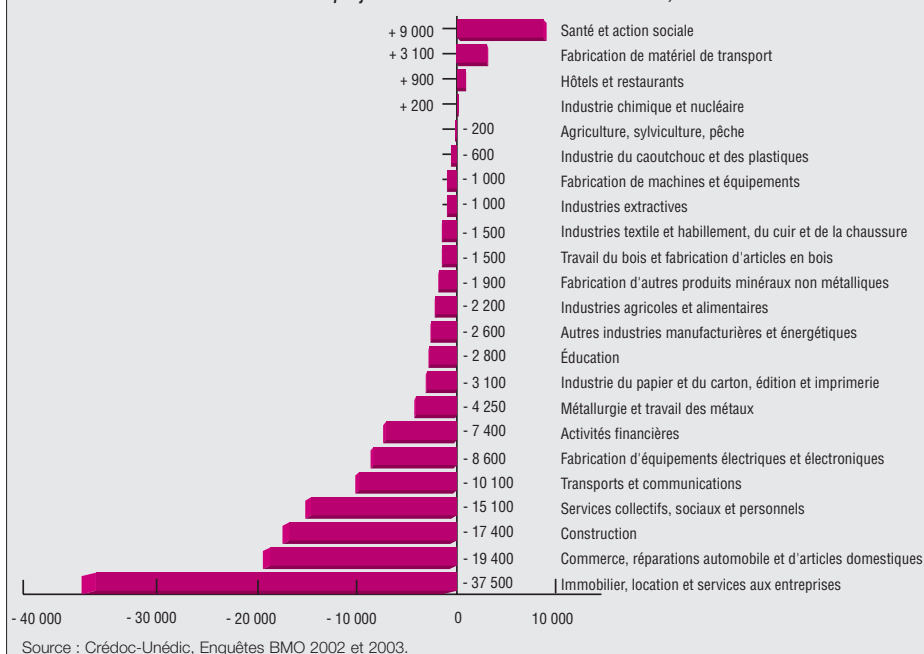
affichent collectivement une légère progression de leurs projets de recrutement. Les activités de services aux entreprises – où les deux tiers des unités comptent moins de 5 salariés – subissent la diminution du nombre de projets de recrutement la plus importante. Le retournement apparaît particulièrement drastique dans les activités de conseil pour les affaires et la gestion ou de conseil en systèmes informatiques, ainsi que dans les entreprises spécialisées dans la réalisation de logiciels.

Au total, l'ensemble des activités de services contribueraient pour moitié à la diminution globale du nombre de projets de recrutement, résultat assez logique puisque le secteur tertiaire représente plus de 60 % du total de l'emploi salarié. L'orientation à la baisse ne se limite pas aux petites structures spécialisées dans les services aux entreprises. Le nombre de recrutements envisagés recule en effet de 14 % dans l'industrie manufacturière, de 11 % dans le secteur de la construction et de 8 % dans le commerce.

Avec une augmentation de près de 9 000 projets, les secteurs des services de santé et d'action sociale sont les seuls à revoir significativement à la hausse leurs perspectives d'embauche. Ces recrutements potentiels concernent autant les métiers de la santé que les assistantes maternelles, les agents d'entretien ou le personnel administratif (secrétaires...). Les établissements spécialisés dans l'accueil des personnes âgées, des enfants handicapés et les activités hospitalières contribuent le plus à cette progression. Toutefois, comme le champ de l'Unédic ne comprend pas les personnels de la fonction publique, les résultats du secteur de la santé et de l'action sociale ne concernent que les embauches du secteur privé.

La diminution des projets de recrutement touche toutes les activités économiques

Variation absolue du nombre de projets de recrutement entre 2002 et 2003, selon le secteur d'activité



Le ralentissement de la conjoncture affecterait davantage les fonctions d'encadrement

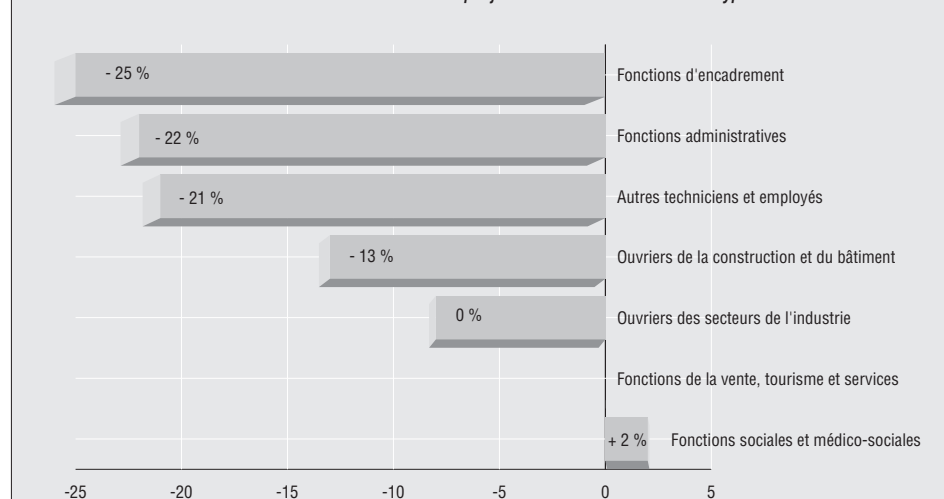
La diminution des projets d'embauche est particulièrement spectaculaire pour la plupart des fonctions d'encadrement. Les perspectives de recrutement d'ingénieurs et de cadres spécialistes de l'informatique sont en baisse de 49 %, tandis que celles de spécialistes des études et de la recherche chutent de 36 %. La réduction est également importante pour les cadres du BTP (- 35 %) et les cadres commerciaux et technico-commerciaux (- 34 %). Au total, les projets de recrutement concernant le personnel d'encadrement reculent de 25 % en 2003.

Ces résultats s'expliquent en partie par le fait que les métiers qui subissent les plus fortes baisses se retrouvent largement dans les secteurs des services aux entreprises. Or, ces activités sont susceptibles d'être affectées plus rapidement par le ralentissement de l'activité économique : les budgets qui les financent correspondent souvent aux postes de dépenses qui subissent au premier chef des coupes significatives chez les donneurs d'ordres. De plus, la morosité de la conjoncture entraîne une réduction de la mobilité professionnelle dans ces professions, qui contribue assurément à amplifier la diminution des perspectives de recrutement. Le recul des embauches potentielles est également marqué pour les fonctions administratives (- 22 % en 2003) où l'on retrouve notamment le personnel de secrétariat et les techniciens des services administratifs, comptables et financiers. Ces professions subissent largement le contrecoup de la morosité qui touche les secteurs de services, à l'origine des trois quarts des embauches de ce type de profils.

À l'inverse, l'orientation plus favorable des projets de recrutement dans les établissements des services de santé et d'action sociale se traduit par une légère augmentation des besoins de personnel de la sphère médico-sociale (infirmières, sages-femmes, aides soignants...).

Les fonctions d'encadrement sont les premières touchées

Variation relative 2002-2003 du nombre de projets de recrutement selon le type de métiers



Un recul plus important dans les grands centres urbains

Le recul prononcé des perspectives de recrutement dans les services aux entreprises affecte particulièrement les régions

où se concentrent ces activités. Ainsi, les établissements franciliens déclarent en 2003 un nombre de projets de recrutement en baisse de 21 %, et même de 28 % pour Paris intra muros. Les départements où sont localisées les grandes métropoles régionales comme le Rhône (- 19 %) ou le Nord (- 17 %) ne sont pas épargnés.

L'orientation défavorable des projets de recrutement concerne également des territoires où la dynamique économique régionale apparaît insuffisante à la fois dans les services et dans l'industrie (Auvergne, Basse-Normandie, région Centre, Aquitaine...).

À l'inverse, la progression du nombre de projets dans quelques Assédic – dans les Alpes notamment – s'explique en partie par une forte demande de personnel saisonnier dans l'hôtellerie et la restauration; cette demande parvient à compenser les perspectives plus sombres qui affectent les projets d'embauche dans les métropoles régionales.

Les difficultés de recrutement : une question de métiers

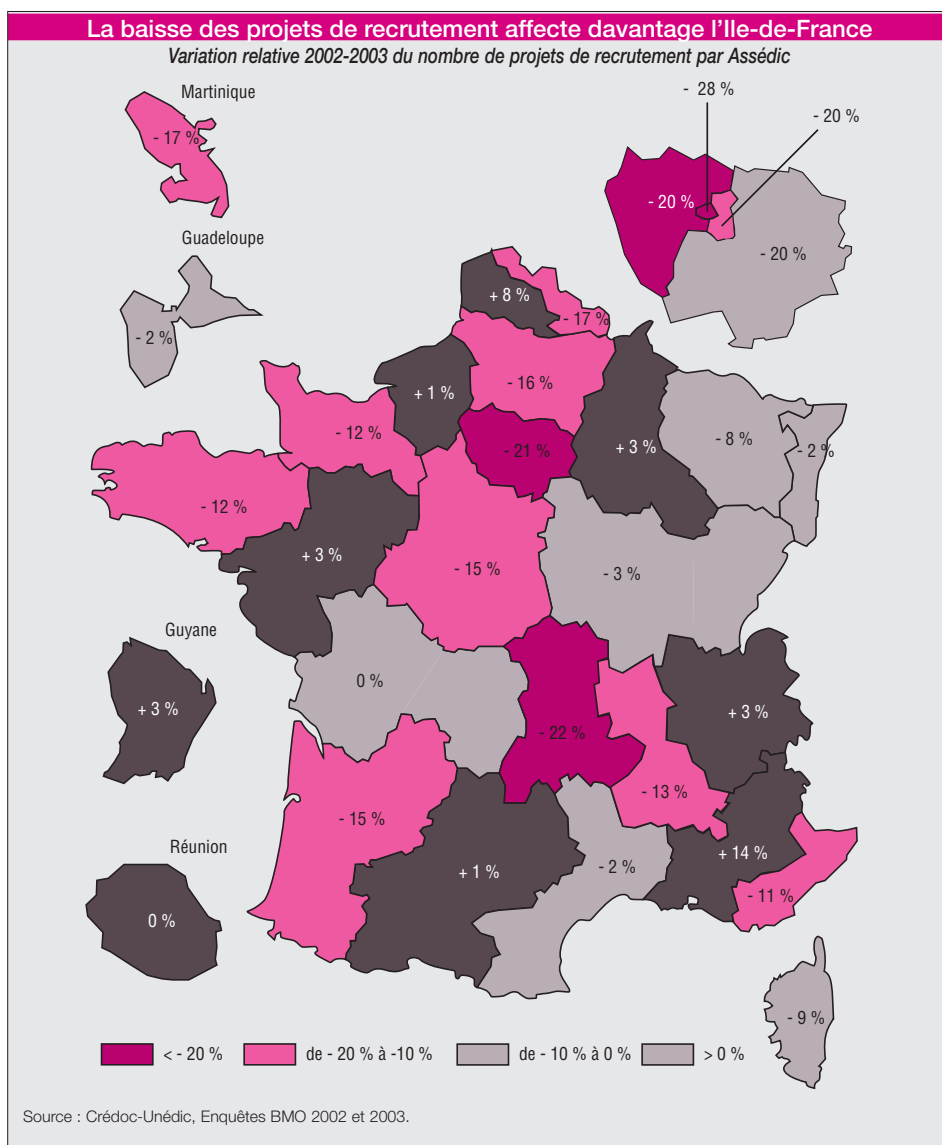
Malgré le net recul des perspectives d'embauche, les difficultés de recrutement évoquées par les employeurs n'ont pas été fondamentalement réduites. Les chefs d'entreprises déclarent des difficultés de recrutement pour 56 % de leurs projets d'embauche en 2003, contre près de 59% l'an dernier.

En dépit de la réduction des embauches potentielles dans le BTP (- 11 %), la proportion d'établissements déclarant rencontrer des difficultés pour trouver des professionnels de la construction (maçons qualifiés, plombiers et chauffagistes, plâtriers et charpentiers...) demeure extrêmement élevée (78 %).

Pour les spécialistes de l'intervention sanitaire et sociale (infirmières, sages-femmes, aides soignants, professions paramédicales...), la part de projets de recrutement estimés difficiles est en progression par rapport à 2002 et reste ainsi à un niveau supérieur à 70 %.

La probabilité de rencontrer des difficultés dépend principalement du métier recherché tandis que l'activité exercée par l'employeur n'a qu'un impact mineur. Par exemple, la proportion de recrutements difficiles pour les secrétaires ne varie guère d'un secteur à l'autre, de 15 % dans l'industrie à 26 % dans les services.

En revanche, la propension à rencontrer des difficultés est plus élevée pour les établissements de taille modeste, même si l'on neutralise les différences imputables à la nature des métiers recherchés.



Les difficultés de recrutement demeurent élevées pour certains métiers

Proportion de recrutements jugés difficiles par les employeurs

	Nbre de projets de recrutement en 2003	% de recrutements difficiles
Infirmiers, sages-femmes	16 200	88
Plombiers et chauffagistes qualifiés	11 500	86
Maçons qualifiés	27 200	85
Menuisiers qualifiés du bâtiment, serruriers-poseurs	10 700	84
Plâtriers, charpentiers et autres ouvriers qualifiés du gros œuvre du bât.	11 800	83
Autres ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment	11 100	81
Professionnels salariés de la santé (médecins, chirurgiens dentistes, pharmaciens, vétérinaires...)	10 200	79
Aides soignants	26 500	79
Ouvriers qualifiés des travaux publics (terrassement, béton...)	10 100	78
Bouchers, charcutiers, boulangers	15 600	78
Employés de maison et assistantes maternelles (y.c. aides à domicile)	36 300	76
Professions paramédicales (techniciens médicaux, préparateurs pharmacie, spécialistes rééducation...)	15 500	74
Cuisiniers	45 300	73
Peintres et ouvriers qualifiés des finitions du bâtiment	12 100	72
Conducteurs routiers et grands routiers	24 200	71

Liste limitée aux métiers représentant au moins 10 000 projets de recrutement.

Source : Crédoc-Unédic, Enquêtes BMO 2002 et 2003.

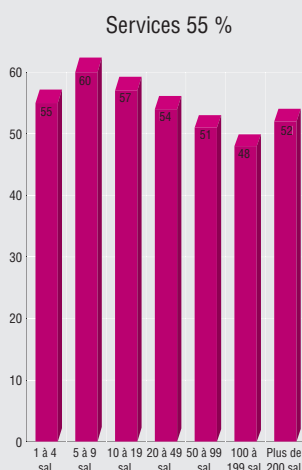
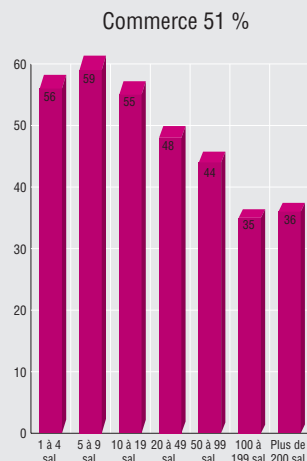
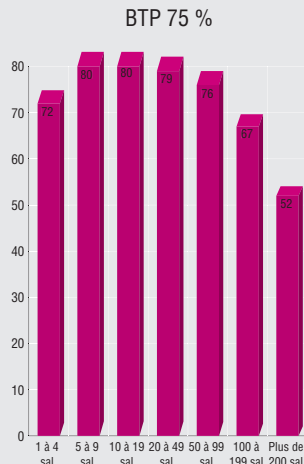
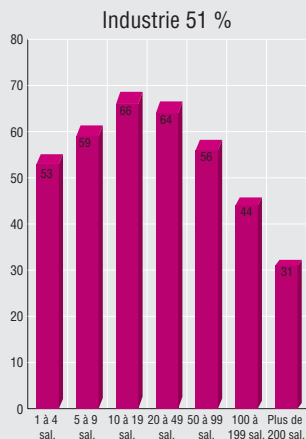
Plus précisément, ce sont les unités de 5 à 20 salariés qui ont le plus de mal à dénicher les candidats adéquats. Par contre, les difficultés de recrutement

s'avèrent nettement moins fréquentes pour les plus gros établissements qui bénéficient, notamment, d'une meilleure visibilité sur le marché du travail et qui disposent

le plus souvent de personnel dédié à la gestion des ressources humaines. Ce schéma est particulièrement visible dans les activités industrielles où la proportion d'employeurs déclarant des difficultés de recrutement varie du simple au double selon la taille des établissements. Dans les activités de services, l'effet de la taille est nettement plus modéré. ■

Des difficultés structurellement plus importantes pour les employeurs du BTP et les petites unités

Proportion d'établissements déclarant des difficultés de recrutement selon la taille et l'activité, en %



Source : Crédoc-Unédic, Enquête BMO 2003.

CRÉDOC
Formation ■

En septembre 2003, le CRÉDOC vous propose 3 stages

**18-19 sept.
2003**

**Pratique des études
économiques sectorielles**

Comment analyser les secteurs de l'économie ?
Objectif : fournir les méthodes et techniques pour identifier l'environnement concurrentiel d'un secteur, comprendre sa logique de fonctionnement et d'évolution, appréhender ses risques et opportunités, évaluer la pertinence des choix stratégiques des entreprises.

**25 sept.
2003**

**Piloter et analyser une
enquête quantitative**

Objectif : fournir des repères et des outils pour piloter efficacement des enquêtes quantitatives dans différents secteurs d'ac-

tivité, et pour analyser et interpréter les résultats.

30 sept. 2003

**Analyser le tissu
économique local**

Objectif : fournir les outils nécessaires pour réaliser un diagnostic du tissu économique local, et identifier les logiques de développement des territoires et de localisation des entreprises.

**VOUS POUVEZ ENCORE VOUS INSCRIRE,
contactez Valérie Lourdel
Tél. : 01 40 77 85 13
e-mail : lourdel@credoc.fr**

Pour en savoir plus

● Les enquêtes Besoins en main-d'œuvre ont été réalisées à la fin de l'année 2002 dans les 26 Assédic métropolitaines et dans les quatre situées dans les départements d'outre-mer. Ces enquêtes ont été menées en collaboration étroite avec l'Unédic et les Assédic. Au total, 305 000 questionnaires ont été adressés à 30 échantillons d'établissements employeurs tirés dans chacune des Assédic. Le taux de retour de 29 % a permis de disposer de près de 3 000 réponses en moyenne par Assédic, soit au total 90 000 questionnaires exploitables. Le questionnement s'est limité à l'identification des métiers recherchés par les employeurs et au repérage des difficultés de recrutement pour chacune de ces professions. Une liste de 101 métiers, compatible avec le Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois (ROME), a été élaborée pour cette opération. Davantage de résultats peuvent être consultés sur le site www.unedic.fr.

CRÉDOC

Consommation et Modes de Vie

● Publication du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie

● Directeur de la publication : Robert Rochefort

● Rédacteur en chef : Yvon Rendu

● Relations publiques : Brigitte Ezvan
Tél. : 01 40 77 85 01
relat-presse@credoc.fr

● Diffusion par abonnement uniquement
30,49 euros par an
Environ 10 numéros

● 142, rue du Chevaleret, 75013 Paris

● Commission paritaire n° 2193
AD/PC/DC

● www.credoc.fr